



ONU/Syrie: Les discours prétendument humanistes ne réussiront pas à dissimuler les crimes de guerre contre le peuple syrien...

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Suite à l'intervention du Dr Bachar al-Jaafari devant le Conseil de sécurité réuni par visioconférence le 10 septembre courant [1], nous nous étions demandé pour quelle raison la Turquie retenait l'attention de la presse onusienne en langue française, au point que ses paroles étaient citées en premier et en dernier, alors que celles du premier concerné, en l'occurrence le délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies, étaient totalement occultées.

Qu'est-ce qui fait que la Turquie a bénéficié de ce privilège inhabituel, alors qu'elle ne fait pas partie des membres permanents ou non permanents du Conseil de sécurité ? Qu'est-ce qui fait que son représentant est depuis ce 15 septembre le président de la 75^{ème} session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies [2] ? Et comment se peut-il que la priorité de la Turquie soit « l'examen de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies », vu les méfaits du terrorisme de son président, Erdogan, sur son propre peuple et son soutien incontestable au terrorisme sans frontières sévissant en Syrie, comme nous le rappelle le Dr Bachar al-Jaafari en ce 16 septembre, devant le Conseil de sécurité réuni une énième fois pour prétendument discuter de la situation humanitaire en Syrie [3] ?

Il ne nous appartient pas de répondre à ces questions, mais il n'est peut-être pas inutile de les poser. [NdT].



Monsieur le Président,

Soixante-quinze ans après la victoire de la Seconde Guerre mondiale et la fondation des Nations Unies, la méthodologie de l'École du ministre allemand nazi de la Propagande, Joseph Goebbels, reposant sur l'idée qui dit : « Si vous dites un mensonge assez gros et que vous le répétez, les gens finiront par y croire » est, malheureusement, toujours appliquée par nombre de représentants de pays occidentaux au sein du Conseil de sécurité.

Une idée dont les aspects principaux et les plus sombres se manifestent par les allégations qu'ils promeuvent en prétendant que les mesures coercitives unilatérales qu'ils imposent à mon pays, illégalement et illégitimement, ne visent pas le peuple syrien, qu'ils déploient de grands efforts pour nantir ces mesures de dérogations humanitaires et médicales, et fournir une assistance aux Syriens ; le « régime » syrien interdisant le traitement à ses citoyens souffrant de l'épidémie de la Covid-19. C'est ce qu'ils se plaisent à prétendre et ce que j'ai entendu dire, il y a peu, par la déléguée des États-Unis et le délégué de l'Allemagne.

Or, la littérature du mensonge est une spécialité de la culture occidentale. Ici, nous citerons, pour exemple, [l'un des héros les plus populaires de la littérature allemande], le célèbre Baron menteur de Münchhausen. Bien que le terme de littérature ne convienne pas au mensonge, nous nous devons de faire remarquer que les représentants des pays occidentaux, au sein de ce Conseil, ont travaillé à institutionnaliser le mensonge et à en faire une méthode d'induction en erreur au service de leurs politiques destructrices.

Je dis en toute franchise, Monsieur le Président, que notre pratique de la diplomatie et notre foi en l'ouverture et le dialogue font que nous ne pouvons en dire plus pour décrire de tels mensonges qui ne trompent personne. Et ce, alors que chaque citoyen syrien est atteint, à chaque seconde de chaque jour et de chaque mois, par les effets désastreux de vos mesures coercitives inhumaines qui le ciblent dans les moindres détails de sa vie quotidienne, tout en limitant la capacité des institutions de l'État syrien et de ses partenaires, dans le domaine humanitaire, à assurer ses besoins fondamentaux et à améliorer sa situation et ses conditions de vie.

Monsieur le Président,

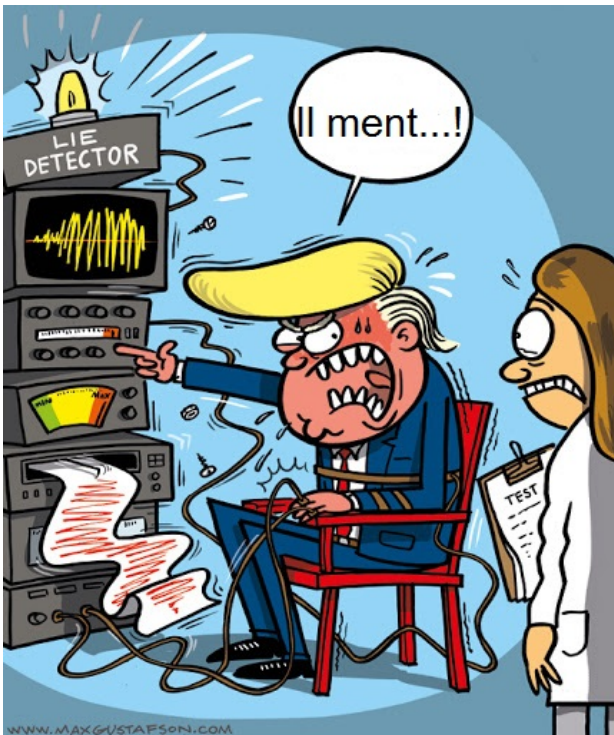
Cibler le peuple syrien par le biais du terrorisme économique n'est pas nouveau. Il résulte du fait que les administrations américaines successives gardent une vision étroite fondée

exclusivement sur le parrainage et la protection des intérêts israéliens, aux dépens de la stabilité et de la sécurité de toute notre région et du sang de ses peuples.

En effet, depuis 1978, les administrations américaines successives n'ont cessé d'imposer des mesures coercitives à l'économie syrienne et à ses secteurs vitaux, tels ceux de l'aviation civile, du pétrole, de l'énergie, des télécommunications, de la technologie, des banques, de l'importation et de l'exportation, y compris l'importation de produits entrant dans la fabrication d'aliments, de médicaments et de matériels médicaux de base. Le tout afin de nous obliger à modifier nos prises de position contre les politiques de domination et d'occupation, en faisant fi des documents et des décisions pertinentes des Nations Unies, lesquelles affirment l'illégalité de ces mesures, leur violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et des droits de l'homme. Des violations commises et malheureusement enterrées à Bagdad, à Tripoli la libyenne et en Syrie.

Ces mesures coercitives unilatérales imposées à la Syrie ont été renforcées ces dernières années, notamment sous l'actuelle administration américaine ayant abouti à ladite «loi César» dans le but d'affaiblir l'État syrien, de saper ses options nationales et d'obtenir ce que les gouvernements des pays hostiles ont été incapables d'obtenir politiquement et militairement, via l'exploitation du terrorisme et les agressions tantôt bilatérales, tantôt trilatérales. Ce que confirment les déclarations répétées de l'émissaire américain James Jeffrey, en personne.

Et hier, nous avons entendu le Président Trump reconnaître que son administration avait planifié l'assassinat du Président Bachar al-Assad [4][5]. Ce qui ne fait que confirmer le niveau de décadence atteint par la pensée et la politique absurde pratiquée par cette administration.



Aujourd'hui, tous les Syriens endurent un large éventail de mesures coercitives qui les entourent de toutes parts, tandis que l'Organisation des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires [OCHA] ignorent les demandes répétées que j'ai moi-même confirmées, au nom du gouvernement de mon pays, par une plainte adressée au

Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité le 31 mai 2020.

Une lettre officielle par laquelle j'ai demandé au Secrétariat général de traduire ses paroles en actes et de présenter un rapport sur les effets désastreux de ces mesures sur la vie des Syriens. Requête à laquelle la Syrie n'a toujours pas reçu de réponse, malgré ses lettres de rappel et les demandes formulées par nombre d'États membres ayant tenté d'aborder ce sujet au cours des consultations précédant l'adoption de la résolution 2533 (2020) [6]. États auxquels nous adressons nos remerciements avec toute notre reconnaissance.

Monsieur le Président,

L'OCHA a soumis au Conseil de sécurité 68 rapports écrits et des centaines d'exposés sur la situation humanitaire en Syrie. Rapports dans lesquels, ni M. Mark Lowcock [Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires], ni ses prédécesseurs M. Stephen O'Brien et Mme Valérie Amos, comme par hasard tous les trois de nationalité britannique, n'ont osé parler clairement et explicitement de la nécessité de mettre fin aux mesures coercitives imposées à La Syrie.

Et, même lorsque le Secrétaire général et son envoyé spécial en Syrie, M. Geir Pedersen, ont appelé à la levée de ces mesures dans le cadre des efforts visant à lutter contre la pandémie du coronavirus, les représentants de l'OCHA ne leur ont fait écho que timidement et faiblement, tandis que les pays occidentaux tentaient de dissimuler leurs appels et d'en détourner l'attention. Comportements tangibles lors des consultations concernant plusieurs projets de résolution rejetés aussi bien par le Conseil de sécurité que par l'Assemblée générale, en raison des prises de position occidentales.

Ainsi, hier, lors de la clôture de la 74^{ème} session annuelle de l'Assemblée générale suivie de l'ouverture de la 75^{ème}, le Secrétaire général et son nouveau président ont parlé des 70 résolutions adoptées l'année dernière, notamment celles concernant la solidarité face au coronavirus ! 70 consultations au cours desquelles nous n'avons cessé de négocier avec les États occidentaux et ceux qui gravitent autour, pour qu'ils acceptent de juste reconnaître l'illégalité des mesures coercitives unilatérales et d'exécuter les recommandations du Secrétaire général ! 70 résolutions sans que les Occidentaux ne daignent tenir compte des recommandations du Secrétaire général de l'ONU, de son envoyé spécial en Syrie et des représentants du Conseil des droits de l'Homme !

Mais les tentatives des pays occidentaux cherchant à dissimuler les conséquences de leur terrorisme économique ne réussiront pas, car la réalité telle qu'elle est n'a pas besoin de satellites, de télescopes, de microscopes ou même d'équipes d'enquêteurs pour inspection ou vérification.

En effet, combien d'enfants syriens ont été privés de chauffage à la maison ou à l'école du fait des sanctions unilatérales associées au pillage du pétrole et du gaz syriens par l'occupant américain et les milices séparatistes collaborant avec lui, pillage suivi par des actes de piraterie et d'interception de navires menés par certains gouvernements sans l'approbation du Conseil de sécurité, afin de nous empêcher d'importer du carburant ? N'est-ce pas là un terrorisme économique inhumain Monsieur le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock ?

Et combien de patients ou de nouveau-nés ont pâti ou sont décédés suite aux coupures de

courant dans les incubateurs ou les salles d'opération de certains hôpitaux et centres de santé, ou suite à l'interdiction d'importer des matériels de base, tels que des fils pour sutures chirurgicales, des anticoagulants, des poches pour le recueil et la conservation du sang et de ses dérivés, en plus des équipements nécessaires aux examens paramédicaux, tels que la radiographie classique, l'IRM, le Scanner, etc. ?

Autant de situations nécessitant que les criminels qui imposent de telles mesures coercitives unilatérales au peuple syrien comparaissent devant un tribunal international pour « crimes de guerre », un tribunal indépendant de l'Organisation des Nations Unies, laquelle ne représente malheureusement plus la légalité internationale.

Les discours répétés de certains quant à leur prétendue préoccupation humanitaire et à l'octroi de dérogations humanitaires et médicales aux mesures coercitives ne cachera pas la réalité de leurs crimes visant à étrangler le citoyen syrien, à exercer encore plus de pression sur le gouvernement syrien, à entraver le processus de reconstruction et à empêcher le retour des déplacés, comme nous venons de l'entendre de représentants de certains États occidentaux.

Naturellement, nombre de représentants de l'administration américaine se sentiront heureux devant les conséquences de leurs sanctions inhumaines. Ils y verront leur succès, vu qu'ils sont habitués à de tels crimes. Leurs mesures coercitives ont bien tué environ un million d'enfants irakiens dans les années 90 du siècle dernier, leur crime étant resté impuni, sans constitution d'un quelconque comité d'enquête ou de mécanismes interrogatoires, en dépit des aveux publics reconnaissant ces crimes dans les « Mémoires » de certains de leurs responsables.

Monsieur le Président,



Mon pays réaffirme la nécessité de mettre fin à l'occupation turque des terres syriennes du nord et du nord-ouest de la Syrie, ainsi que la nécessité de mettre fin aux crimes du régime d'Erdogan souteneur du terrorisme. Lesquels crimes ont eu le plus grand impact sur la détérioration de la situation humanitaire des Syriens, vu qu'ils ont accumulé meurtres,

pillages, destructions, déplacements de populations, changements démographiques, exploitation de la souffrance et trafic des réfugiés, vol de pétrole, d'antiquités, d'usines et de récoltes agricoles, trafic d'organes, utilisation de l'eau comme arme de guerre contre les civils. Et ce, en plus de nourrir, de réanimer et de fournir tout un arsenal d'armes et de munitions aux organisations des « terroristes sans frontières » ordinairement qualifiées de terrorisme international.

Il est tout aussi nécessaire de mettre fin à l'occupation américaine des terres syriennes du nord-est et de la région d'Al-Tanf au sud du pays, vu que les Américains, leurs alliés, les milices séparatistes et les groupes terroristes qui leur sont inféodés sont responsables de la prolongation des souffrances dans les camps d'Al-Hol et d'Al-Roukbane. Une occupation qui a empêché et empêche toujours le démantèlement du camp d'Al-Roukbane et le retour des déplacés chez eux, alors que certains gouvernements européens refusent de rapatrier leurs « terroristes sans frontières » et leurs familles du camp d'Al-Hol.

Pour conclure, Monsieur le Président,

J'attire l'attention des membres du Conseil de sécurité sur un rapport récemment publié par le quotidien britannique « The Guardian ». Fondé sur les données de centres de recherche américains, il rapporte que depuis 2001 et au titre de « la lutte contre le terrorisme », les États-Unis ont provoqué le déplacement de 37 millions de personnes de pays comme l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, la Libye, le Yémen, etc. [7]. 37 millions de personnes Monsieur Lowcock !

Partant de là, les questions deviennent : Qui fabrique les crises ? Comment ce conseil pourrait-il préserver la paix et la sécurité internationales, alors que ses membres occidentaux permanents et non permanents se posent en adversaires et arbitres à la fois ? Comment se peut-il que quelqu'un puisse se poser en pompier et en pyromane à la fois ?

Merci, Monsieur le Président

Dr Bachar al-Jaafari

Envoyé permanent de la Syrie auprès des Nation Unies

16/09/2020

Traduction de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Source : Vidéo / [The Syrian Mission to the United Nations](#)

<https://www.youtube.com/watch?v=tCSoFb1tyUw>

Notes :

[1][[ONU / Syrie: Faute de mieux, recours en fanfare au «dossier chimique»...](#)]

[2][[L'Assemblée générale ouvre sa nouvelle session annuelle sur fond de pandémie](#)]

[3][[Conseil de sécurité: le Coordonnateur des secours d'urgence se dit confiant dans les capacités de gestion de l'ONU de l'aide humanitaire transfrontalière vers le Nord-Ouest syrien](#)]

[4][[Trump says he had 'a shot' to take out Syria's Assad, but ex-Defense chief Mattis opposed it](#)]

[5][[Trump : Un gangster à la tête d'un « état voyou »](#)]

[6][[Résolution 2533 \(2020\)](#)]

[7][[Conflicts since start of US 'war on terror' have displaced 37m people - report](#)]

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca